

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 février 2022

DROIT À L'AVORTEMENT - (N° 4985)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 92

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 2

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article est formulé comme si l'avortement était en danger en France . Avec plus de 220 000 avortements annuel en France, force est de constater que ce n'est pas le cas. Avec une démographie en berne, il est peut-être temps de songer à proposer des alternatives à l'avortement plutôt que de le promouvoir de la sorte.